

Le 21 janvier 2009

Le très honorable Premier ministre du Canada  
Monsieur Stephen Harper  
Édifice Langevin  
80, rue Wellington  
Ottawa  
K1A 0A2

Monsieur le Premier ministre,

Nous profitons de la reprise prochaine de la session parlementaire pour rappeler à l'attention de votre gouvernement les attentes des populations de la République démocratique du Congo (RDC) vis-à-vis du Canada. Elles ont été exprimées par une délégation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) au cours d'une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, l'honorable Lawrence Cannon, le 2 décembre dernier.

Comme vous le savez, la province du Nord-Kivu à l'est de la RDC a été encore une fois le théâtre d'affrontements violents entre les Forces armées de la RDC et le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), mouvement rebelle dirigé par Laurent Nkunda.

Ainsi, depuis la fin du mois d'août, plus de 250 000 personnes ont dû fuir leur maison pour des camps peu sûrs ou pour se réfugier en forêt hors d'atteinte de tout secours humanitaire. Cela porte à plus de 1 million le nombre de déplacés pour cette seule province. Ce dernier épisode des violences entretenues dans la région, depuis l'arrivée des réfugiés rwandais dans l'est de la RDC en 1994 et le déclenchement de la guerre de 1996, est encore marqué par des violations massives des droits les plus fondamentaux comme de nombreux rapports et témoignages l'ont dénoncé : crimes de guerre, assassinats extrajudiciaires, viols à large échelle, enrôlement des enfants, etc. Et une fois encore, le contrôle frauduleux des ressources minières a été identifié comme cause principale du conflit par un groupe d'experts chargé par le Conseil de sécurité d'enquêter sur les sources de financement des armes circulant dans la région.

Monsieur le Premier ministre, cette situation où les crises humanitaires se répètent dans l'Est de la RDC depuis plus de 14 ans doit prendre fin et le Canada doit plaider énergiquement pour une intervention plus efficace de la communauté internationale afin de régler, une fois pour toutes, les problèmes qui sont à l'origine des tragédies humanitaires successives.

Cette reprise des combats est d'autant plus intolérable qu'elle survient deux ans après des élections reconnues comme légitimes et démocratiques par la population congolaise et la communauté internationale, et après une série de pourparlers au niveau régional et national visant au rétablissement de la paix et de la sécurité. Ces initiatives ont abouti à des accords solennels signés par tous les acteurs impliqués actuellement dans le conflit. Pour rappel : le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs (décembre 2006), la Déclaration conjointe de Nairobi (novembre 2007), et l'Acte d'engagement de la Conférence de Goma (janvier 2008). Le Canada, membre du Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT) de 2003 à 2006, coresponsable du Groupe des Amis de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs de 2003 à 2007, et témoin international de la signature de l'Acte d'engagement de Goma, a soutenu activement ces démarches et s'est porté garant de leur application.

Le sort inhumain des déplacés, l'incapacité avérée de la Mission d'observation des Nations Unies au Congo (MONUC) à protéger les civils contre les exactions continues, l'implication de pays étrangers dans le présent conflit et la persistance indue de la menace constituée par la présence des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) en sol congolais, commandent des actions urgentes, déterminées et coordonnées de la communauté internationale. Le Canada ne peut se soustraire à sa responsabilité de protéger les populations congolaises.

Après les tergiversations de l'Union européenne à répondre à la demande du Secrétaire général des Nations Unies de dépêcher à Goma une mission-relais d'urgence, le Conseil de sécurité, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs et les pays de la région ont entrepris une série d'initiatives visant, une fois de plus, à établir un nouveau cessez-le-feu et à résoudre le problème de la présence des FDLR dans les provinces du Kivu. Tout en souhaitant le succès de ces entreprises, il est à craindre que, sans un engagement plus déterminé de la communauté internationale à résoudre les causes profondes de la crise, l'accalmie actuelle ne constitue qu'un intermède semblable aux précédents.

Monsieur le Premier ministre, les groupes et individus signataires réclament de votre gouvernement qu'il réponde positivement aux attentes des populations congolaises.

Le Canada doit :

- accéder aux demandes du Conseil de sécurité pour renforcer la MONUC;
- fournir l'aide humanitaire d'urgence requise pour faire face aux besoins actuels;
- agir de sorte que les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans la région soient accusés et traduits en justice pour subir des procès équitables devant les tribunaux compétents: Cour pénale internationale ou tribunaux nationaux, y compris au Canada ;
- renforcer le programme canadien de soutien aux victimes de violences sexuelles en privilégiant les approches communautaires préconisées par les organisations de femmes congolaises de la région;
- fournir un soutien financier au programme Amani, mis en place à la suite de la Conférence de Goma, sous forme d'appui aux actions de reconstruction économique et sociale dans les Kivus pour offrir aux communautés locales l'occasion de sortir de la misère et de réduire leur vulnérabilité face aux groupes armés et aux trafiquants;
- exiger des entreprises installées au Canada, qu'elles obtiennent l'assurance que les minerais utilisés dans leur production ne proviennent pas de secteurs du Kivu contrôlés par les groupes armés illégaux et mis en marché au niveau international par les entreprises et les individus identifiés par le Groupe d'experts de l'ONU sur les violations de l'embargo sur les armes en RDC.

Recevez, Monsieur le Premier ministre, nos salutations distinguées.

Les groupes et individus signataires :

Alternatives	Amnistie internationale Canada
Amnistie internationale Canada francophone	Les Amitiés Canada-Rwanda
Antennes de paix	Bureau international des droits des enfants
Canadiens pour les droits humains au Congo (CDHC)	Canadian Federation of University Women
Canadian Friends Service Committee (Quakers)	CARE Canada
Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD)	Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI)
Civilian Peace Service Canada	Développement et Paix
L'Église Unie du Canada	L'Entraide missionnaire
Groupe Justice et Libération	Jeunesse du Monde
Partenariat Afrique Canada (PAC)	Terre sans frontières

Ainsi que :

David Lord, Peacebuild – Paix durable	Gerry Caplan
Carlene Dempster	Me Catherine Morris
Lara Olson, Center for Military and Strategic Studies, University of Calgary	

c.c. : Monsieur Michael Ignatieff, chef du Parti libéral du Canada  
Monsieur Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois  
Monsieur Jack Layton, chef du Nouveau Parti Démocratique